Burundi : vers la révision de certaines dispositions sur la presse

@rib News,Â 03/05/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Certaines dispositions rÃ©glementaires rÃ©gissant la presse au Burundi vont bientÃ´t Ãªtre rÃ©visÃ©es afin d'accÃ©lÃ©rer le processus d'accÃ¨s Ã la carte de la presse pour les professionnels des mÃ©dia dans le pays, a annoncÃ© mardi Ramadhan Karenga (photo), prÃ©sident du Conseil national de la communication (CNC). M. Karenga s'est ainsi exprimÃ© lors d'une cÃ©rÃ©monie dÃ©diÃ©e Ã la cÃ©lÃ©bration de la JournÃ©e mondiale de la libertÃ presse commÃ©morÃ©e le 3 mai de chaque annÃ©e.

Il a soulignÃ© en effet que les lacunes existant au niveau des dispositions lÃ©gales rÃ©gissant les mÃ©dias au Burundi, en l'occurrence celles portant sur la loi rÃ©gissant la presse et la loi organique sur le CNC, n'ont permis Ã l'instance de rÃ©gulation qu'est le CNC d'octroyer jusqu'ici, les cartes de presse aux professionnels des mÃ©dias dans le pays. Journaliste de profession et ex-ministre de l'Information sous le gouvernement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza, M. Karenga n'a pas cependant pointÃ© du doigt le genre d'innovations projetÃ©es dans un proche avenir sur les textes rÃ©gissant la presse au Burundi pour que la dÃ©livrance de la carte de la presse, longtemps promise, puisse effectivement se matÃ©rialiser. "Au Burundi, la situation actuelle rend trÃ¨s difficile les tÃ¢ches dÃ©volues aux policiers et aux autres acteurs publics en ce qui concerne la distinction du vrai journaliste d'un intrus Ã la profession journalistique", a-t-il fait remarquer. Toutefois, M. Karenga a interpellÃ© les forces de sÃ©curitÃ© burundaises, de garder sans cesse Ã l'esprit que les journalistes, dans l'exercice de leur profession, ont droit Ã la sÃ©curitÃ© de leur personne et de leur matÃ©riel. Il a saisi l'occasion pour dÃ©voiler qu'au quotidien, le CNC, en tant qu'organe de rÃ©gulation des mÃ©dias, est confrontÃ© Ã d'immense dÃ©fis. Sur ce, il a citÃ© notamment la difficultÃ© de rÃ©guler les mÃ©dias en ligne et les rÃ©seaux sociaux suite au manque d'Ã©quipements appropriÃ©s et d'un cadre rÃ©glementaire adÃ©quat qui exposent aux dÃ©rapages certains opÃ©rateurs de c nouveau mode de communication. Les mÃ©dias burundais font aussi face Ã un "dÃ©fi financier de taille", dans la mesure oÃ¹ la culture d'insertion publicitaire reste encore Ã l'Ã©tat embryonnaire particuliÃ¨rement au niveau de la presse Ã©crite, avec entre autres comme impact nÃ©gatif, la modicitÃ© des titres de journaux Ã©crits dans le paysage mÃ©diatique burundais, a-t-il insistÃ©. Car, a-t-il renchÃ©ri, en dÃ©pit de l'existence d'un fonds public destinÃ© Ã assister les organes de presse et de communication, les ressources financiÃ¨res disponibles issues des dotations Ã©tatiques restent encore insuffisantes, alors que les appuis des bailleurs de fonds traditionnels ne se sont pas encore matÃ©rialisÃ©s sur le terrain mÃ©diatique du pays.Â

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});